

<http://lipietz.net/Problemes-economiques-du-New-Deal-Vert>

Séminaire du Groupe Verts/ALE

Problèmes économiques du New Deal Vert

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : mercredi 4 mars 2009

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Compte rendu de l'atelier "Financement" du [Workshop Green New Deal du groupe Vert/ALE](#)

Le débat d'hier a montré que derrière le slogan du *Green New Deal*, il y a une conception profondément juste de la crise que nous vivons aujourd'hui, et en même temps des contradictions compliquées, qu'il va nous falloir maîtriser. Parler de *Green Deal*, c'est évidemment faire référence à la crise des années Trente, et à la solution qui lui a été donnée par Roosevelt puis par la social-démocratie : le *New Deal*. C'est-à-dire partir de l'idée que la crise vient d'un écart trop fort entre les plus riches et les plus pauvres, provoquant une surproduction de voitures, et autres biens de ce genre, que les masses populaires mondiales ne peuvent pas racheter elles-mêmes, que ce soit les ouvriers qui les produisent en Chine ou ailleurs, ou les ouvriers occidentaux qui ont été mis au chômage par la concurrence dans la mondialisation. Il y a donc une dimension de redistribution et de relance par la consommation, exactement selon le modèle social-démocratie, ou keynésien.

Mais d'autre part, nous écologistes, nous voyons bien qu'une relance par la consommation se heurterait exactement aux problèmes qui ont mené à l'autre aspect de la crise : l'érosion extrêmement rapide des richesses naturelles, que ce soit du côté des matières premières minérales ou agricoles, ou que ce soit du côté de la capacité de la planète à recycler nos déchets, avec notamment l'effet de serre. La crise de 2008 commence en fait en 2007 par une crise alimentaire et l'explosion du prix du pétrole. Donc, parallèlement et à l'intérieur même de la politique de relance par la demande, nous devons mener une politique de réorientation de l'offre débouchant évidemment sur une réorientation de la demande vers les produits verts et les activités vertes, l'isolation des maisons, les transports en commun, les voitures électriques, les énergies renouvelables et tout ce que nous avons étudié dans les 2e, 3e et 4e temps de notre séminaire.

On voit tout de suite que se posent deux problèmes, un problème de timing et un problème de financement.

Le problème de timing : si vous faites une relance par la demande, vous pouvez avoir très rapidement, effectivement, une relance de l'activité. Mais vous avez un *New Deal*, pas un *New Deal Vert*. En revanche si vous tenez à ce que le *New Deal* soit vraiment vert, il passe essentiellement par l'investissement. Vous allez dire par exemple à des villes ou à des comités d'habitants ou des assemblées de copropriétaires : « Isolez votre immeuble, et dans deux ans, vous aurez fait tellement d'économies sur vos factures d'énergie que vous pourrez acheter autre chose ». Entre temps, on aura fait travailler des artisans, ce qui est déjà bien. Et on n'est même pas sûr qu'un vaste programme d'isolation des logements trouve en face suffisamment d'artisans qualifiés capable de poser des pompes à chaleurs, des triples vitrage etc. On les aura peut-être dans deux ans, quand ils auront été formés, mais on ne les a pas tout de suite.

Nous sommes donc obligés de penser en même temps plusieurs choses. Une action immédiate par exemple, face à la crise alimentaire qui plane, qui est prégnante depuis 2007 et qui va s'aggraver avec le chômage et la baisse du pouvoir d'achat. On a besoin d'augmenter les salaires, mais tout de suite, en même temps, il faut orienter les gens vers de consommations vertes. On a donc besoin d'une politique de relance par la demande, mais orientée par une éco-fiscalité (ou des bons pour des fruits et légumes...). Et d'autre part on a besoin de financer les investissements verts. Là, plusieurs solutions ont été évoquées. En gros il y en a trois.

1) La solution par la mobilisation de l'épargne locale, y compris sous forme de création de monnaie locale.

2) Au contraire, de façon très centralisée, la création de monnaie par la Banque centrale européenne, mise à la disposition de la Banque européenne d'investissement, laquelle finance des collectivités territoriales pour faire

l'isolation des bâtiments, mettre en place des réseaux de bus et tramways etc.

3) La mobilisation de l'épargne existante, c'est à dire essentiellement celle des fonds de pension, de l'assurance-vie etc.

La troisième solution a l'avantage de remplacer, dans les portefeuilles de ces fonds, des actions extrêmement fragiles par des actions garanties par l'État, sur des projets dont la rentabilité à terme est évidente, puisqu'ils sont en ligne avec la révolution que tout le monde anticipe. Mais attention, il y a actuellement une crise de ces sources de financement, puisque le portefeuille actuellement investi en actions des fonds de pension et de l'assurance-vie a fondu avec la crise financière.

La méthode de la BEI est extrêmement intéressante, mais elle demande toute une série de réformes qui peuvent être un objectif de notre campagne électorale dans les élections qui viennent.

La mobilisation de l'épargne locale a fait l'objet d'un débat un peu plus concret. Les uns ont fait remarquer qu'au niveau de la communauté locale, il est plus facile de mobiliser l'épargne locale pour les investissements qui servent la communauté locale. C'est vrai, mais d'autres ont fait remarquer que attention, les communautés locales sont dominées par des monopoles locaux, des réseaux de notables etc, et l'on n'est pas du tout sûr que cette mobilisation de l'épargne locale serve les intérêts de la population locale, surtout pour un avenir vert.

Nous avons ainsi à peu près balayé le champ des possibles. Je dois dire, pour avoir assisté à l'ensemble de ce séminaire extrêmement riche, que les industriels qui ont été invités dans la suite du séminaire nous ont bien fait toucher du doigt les problèmes. Je pense notamment au lobbyiste de ABB. ABB-Alstom est une entreprise contre laquelle, par deux fois, le groupe Vert au Parlement européen a fait voté une motion, en alliance avec la GUE et les socialistes européens. Pourtant il est bien évident que le *Green New Deal*, dans sa dimension d'investissements, va consister à donner de l'argent, ou à passer commande, à des grandes entreprises de l'énergie comme ABB dont la réputation n'est pas excellente, alors que les gens, les ouvriers, demanderont plutôt une augmentation immédiate de leur pouvoir d'achat. Et nous serons parfois amenés à justifier qu'on finance des industriels qui ont eu dans le passé un comportement de licenciements de confort, ou de détournement d'argent qui devait servir à financer des centres de recherche pour les économies d'énergie, alors que cet argent manquera à des gens qui en ont besoin simplement pour manger. Il est clair que la "commande publique verte" devra s'accompagner de sérieuses exigences sociales.

Voilà donc les difficultés que présente ce *Green New Deal*, qui est quand même fondé beaucoup plus sur l'investissement que sur la consommation.